

SÉCURITÉ DE LA FRANCE SOUS M. MACRON : souveraineté, crime et terrorisme

1 - TROIS QUESTIONS SUR LE RÉGALIEN ET LE GOUVERNEMENT

• A rebours des domaines économique-financier où il a choisi des professionnels, le président Macron prend des ministres régaliens inexpérimentés (Collomb, Goulard). Comment expliquer ces choix ? L'Élysée peut-il vraiment avoir la main sur tout ?

Stratégie, sécurité et défense : il est clair désormais que le "rebelle" M. Macron n'a en tête, là-dessus, que les banalités médiatiques d'usage. Ce qu'en philosophie (matière méprisée à l'ENA et dans les cénacles financiers chers au président et à son entourage) on appelle "sphère des évidences courantes". Dans lesdits cénacles, la souveraineté est secondaire, limite futile. Au gouvernement, on y affecte qui bon semble au chef, selon des considérations médiatico-administratives. Or là - ça passe mal. Je puis vous révéler que l'armée est vent-debout contre l'arrivée de Mme Goulard - qui semble ne pas même savoir par quel bout tire un fusil. Au point que le président a dû, à la dernière minute, emmener M. le Drian au Mali, la révolte des militaires locaux n'étant pas moindre.

Et cette task-force, qui sent l'improvisation médiatique ! Le 21 avril sur les Champs-Élysées, on a vu le pathétique éparpillement de notre antiterrorisme. Karim Cheurfi est aisément passé à travers TOUTES les mailles du filet : renseignement, police, gendarmerie, justice. Alors, 22 services contribuaient à l'UCLAT, plus un échafaudage de structures de tête dont l'EMOPT, lubie de M. Cazeneuve. Désormais, la *task-force* encore au dessus. Avec une DGSI qui n'a pas encore saisi ce qu'est un hybride terreur-crime. A quoi bon "réagir dans la demi-heure" si le diagnostic est nul ? On ajoute la précipitation à la confusion - dans un domaine où la sûreté de vue et la rapidité des échanges sont tout.

• Même si il se défend d'avoir été trop bavard, Gérard Collomb a divulgué des faits sur le terroriste de Manchester assurant qu'il les tenait de source britannique. Que penser de cette bourde ? Gérard Collomb ne perd-il pas de sa crédibilité dès le début de son mandat ? Est-il voué à garder son poste de ministre de l'Intérieur ?

Le ministère de l'Intérieur est séculièrement le plus dur de la République. Il faut pour le conduire une santé de fer et des nerfs d'acier. Bon maire de Lyon, M. Collomb ne semble vraiment doté ni de l'un, ni de l'autre. Au premier contact avec lui, ses grands

barons police-renseignement, un peu inquiets, l'ont trouvé fatigué et ne débordant pas de projets ni d'idées, hormis sa marotte de la police de proximité - typique idée de maire. Or la police de proximité, certes, mais face à des fanatiques harnachés d'explosifs truffés de boulons type Manchester ; ou aux Kouachi-Abdeslam et leurs kalachnikov, c'est franchement léger.

• Concernant les renseignements, hasard du calendrier, tous les directeurs des services (DGSE DGSI, DRM) s'en vont, ce qui génère du flottement pour leur succession. Quels risques pour cette période ?

Imaginez le DRH d'une société importante laissant partir en même temps tous les directeurs les plus sensibles de sa boîte : il serait viré sur le champ. Cette histoire est incroyable - et encore, vous oubliez le crucial directeur du renseignement de la préfecture de police de Paris - la sécurité de la capitale face au terrorisme et au crime organisé, rien que ça - qui est lui aussi parti. Nous payons là l'attitude "après moi le déluge" de M. Hollande. Il a prolongé ses favoris du renseignement jusqu'à son propre départ, car ça le gênait de changer de tête. Vient un âge où l'on tient à ses habitudes. Dans ces favoris, ceux qui n'avaient rien prévu de la vague terrible de terreur de 2015 (239 morts...) ; mais comme M. Hollande s'était fait à eux - qu'importe. Nul n'a été viré ou remplacé. Sous Hollande-Cazeneuve, depuis Charlie-Hebdo et l'Hyper-Cacher, rien n'a été changé des structures de l'antiterrorisme.

Voici la situation dont hérite le président Macron. Or ce qui se profile derrière le morbide et sanguinaire Etat islamique - les marionnettistes, si l'on veut - est des plus inquiétant. Nous sommes face à un ennemi redoutable qui nous perçoit, nous, bien mieux que nous le comprenons, lui. Cet ennemi commence à voir que désormais, sur l'échiquier français, on lui oppose des amateurs ou des politiciens aimables, mais fatigués. Ce, en plein tourniquet des chefs du renseignement. Gare à sa réaction.

2 - FRANCE, CRIME - LES GROS PROBLÈMES DE M. COLLOMB

Parmi nos éminents philosophes, Clément Rosset qui naguère écrivit le fameux aphorisme "la réalité est insupportable, mais irrémédiable". Ce qui insupporte à présent l'infosphère (mixture systémique médias + politiciens) c'est le réel criminel. Durant la campagne présidentielle, nul n'a parlé du ravage criminel de la France - pas même la droite nationale, dont la sécurité fut pourtant jadis le cheval de bataille.

Or la sécurité n'est pas la lubie de l'auteur, bien plutôt une hantise pour l'opinion : (*Le Point*, 19/12/16), pour les Français, les priorités de l'Etat : 1-chômage, 52% ; 2 - sécurité, 44% ; 3-éducation, 38% ; 4-santé, 36%, etc. Et que les politiciens négligent la sécurité est grave : Clausewitz (*Historische Briefe*) décrit ainsi ce phénomène psychologique : "Un danger qu'on ne regarde pas en face en prend d'autant plus de pouvoir sur nous ; et en général, un sentiment auquel nous avons cédé une fois nous trouve plus faible d'heure en heure".

Avant d'exposer cette criminalité du quotidien français, comparons nos chiffres à nos voisins de taille et population analogue ; ce pour les vols avec armes et/ou violence, si éprouvants pour la population. On le peut car Eurostat (l'Insee européenne) publie les chiffre du crime dans une catégorie *Robberies* qui recouvre nos "vols avec armes" (VAA) et "vols avec violences"(VAV). Voyons la dernière année publiée

(2014) :

France	: 114 093
Allemagne	: 45 475
Royaume-Uni	: 52 795
Italie	: 58 345

Un accident statistique ? Non, car voici les chiffres de 2012 :

France	: 123 814
Allemagne	: 48 711
Royaume-Uni	: 68 028
Italie	: 62 641

Ainsi, pour les vols avec arme et/ou violence, la France fait d'usage *deux fois pire* que ses grands voisins. Sous Hollande-Cazeneuve, les chiffres des *robberies* en France en 2016 (VAA+VAV), 112 857, 309 par jour, 13 environ par heure. Silence gêné au ministère de l'Intérieur.

Selon notre Base Documentaire criminologique (*Bdoc-Crim*), quel est le quotidien criminel des Français en 2017 (et après, si rien ne change vraiment au ministère de l'Intérieur) ?

Braquages de proximité : toujours plus violents, ils ravagent les villes moyennes et l'espace périurbain. Malgré les "toilettes" du ministère de l'Intérieur, la métropole en subit en fait quelque 10 000 par an, plus d'un par heure, 365 jours par an. "A l'arrache", seuls ou à deux, une nuée de voyous, toxicomanes et demi-débiles attaquent des commerces pour dix à cent euros, le plus souvent. Ceux qu'on arrête - peu, car ici l'élucidation est faible - parlent souvent de "dettes" à leur dealer, ou au caïd de la cité.

Leurs cibles au quotidien : tabacs, cafés, épiceries, pharmacies, restaurants, bureaux de poste, boulangeries, supérettes, *fast-food*, boutiques de téléphonie, stations d'essence. Dépassés, les élus locaux édulcorent, parlant de "faits de société" et d'"incivilités" - là où il s'agit de crimes.

Grave pour l'avenir : l'émergence des braqueurs juvéniles de la "Génération Taubira". Grisés de l'impunité suscitée par l'ex-garde des Sceaux, des ados de 14-15 ans montent plus souvent au "braco". En avril écoulé (*Bdoc-Crim*), 11 mineurs de 14-15 ans ont été arrêtés de ce chef.

Braquages "spécialisés"

- braquages de camions pour le fret, (parfums, cigarettes, etc.),
- attaques de distributeurs de billets à l'explosif ou par camions-béliers,
- braquages à domicile (*home-jacking*), familles ou personnes âgées, avec séquestration et tortures.

Prédations de meutes/bandes criminelles juvéniles

Ceux dont nous constatons la sérieuse augmentation :

- Passants enlevés et molestés pour leur portables ou leur carte bancaire,
- Jeunes fugueuses enlevées, violées et prostituées,
- "Guerres" entre bandes de cités ; poignard, arme à feu - voire, arme de guerre. En

avril 2017 (*Bdoc-Crim*) nous décomptons un mort ou blessé grave (d'usage "connu de la police") tous les deux jours, de Marseille à Roubaix et de Toulouse à l'Île-de-France.

Prédations "spécialisées"

En sérieuse augmentation :

- Pillage de chantiers (outils, matériels électriques, bétonnières, chaudières, radiateurs, menuiseries, etc.). Pour la Fédération française du bâtiment, le préjudice est de 1 milliard d'euros par an.
- Ciblage criminel des beaux quartiers : vols à répétition des boutiques de luxe ; pillage quotidien de riches touristes (montres, bijoux, sacs, etc.).
- Criminalité extravagante de clans nomades, sédentarisés ou non ; issus des Balkans ou pas. Rien qu'en avril passé (*Bdoc-Crim*), des individus ou bandes criminalisés issus de ces clans sont mis en cause pour : extorsion de fonds en bande organisée - escroqueries variées - proxénétisme et mise en esclavage de filles, de mendiants, etc. - vols avec armes - vols à la tire ou à l'étalage par mineurs - cambriolages - arnaques dans des maisons de retraite - pillage de péages ou du fret de camions.

Migrations dangereuses

Emeutes entre bandes ethniques (Afghans, Kurdes, Soudanais) dans les locaux d'accueil ou à proximité.

Tel est ici et maintenant l'état de la criminalité sur le sol français. Pour déceler, analyser et déjouer tout cela, il faudra au nouveau ministre de l'Intérieur beaucoup de force et d'énergie - et un programme qui outrepassse son aimable marotte pour la police de proximité. ■

- *Comme d'usage, toutes nos sources et références sont disponibles sur demande.*